

# COMMUNIQUE

## Budget économique 2004

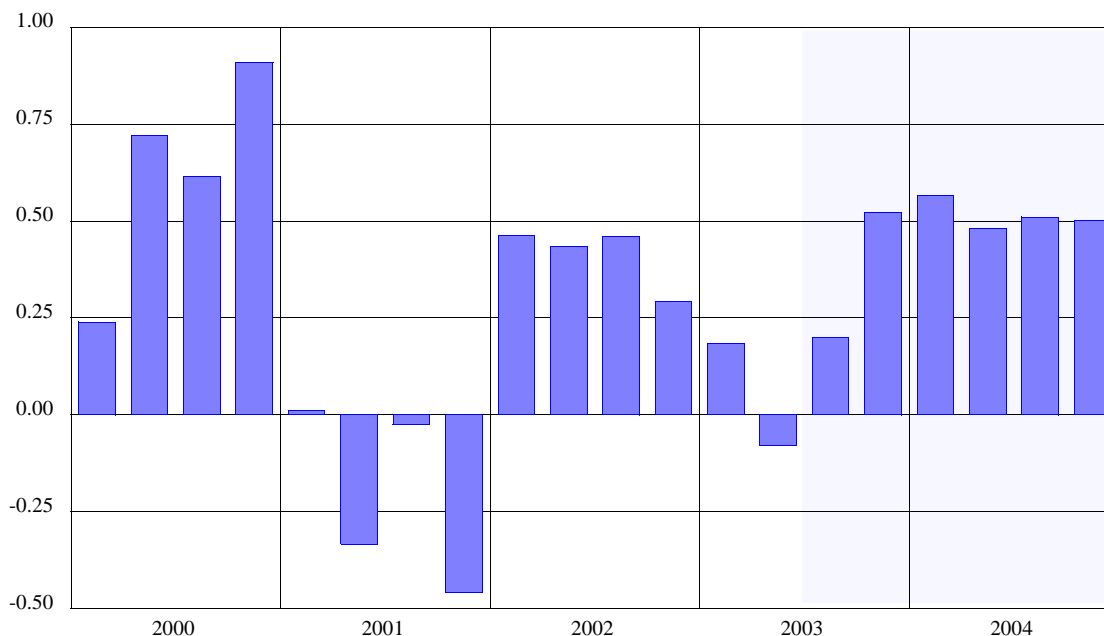
*En application de la loi du 21 décembre 1994, L'Institut des comptes nationaux (ICN) a communiqué à la ministre de l'Economie les chiffres du Budget économique 2004. Ces prévisions macroéconomiques servent de base pour la confection des budgets fédéraux des recettes et des dépenses pour l'année 2004. Comparativement aux prévisions de l'ICN réalisées à la fin juin, ce Budget économique intègre notamment les comptes trimestriels relatifs au premier trimestre 2003, l'estimation "flash" pour le deuxième trimestre 2003 et les "Comptes détaillés et tableaux" de la Partie 2 des Comptes nationaux 2002. Le budget économique étant établi à politique inchangée, les orientations annoncées dans l'accord gouvernemental qui ne sont pas encore traduites en mesures concrètes ne sont pas incorporées dans la prévision.*

### Légère révision à la baisse de la croissance en 2003 et confirmation des perspectives de croissance en 2004

La croissance prévue de 1,8% en 2004 confirme la prévision de croissance de l'ICN publiée en juin, mais l'estimation pour cette année est légèrement revue à la baisse (de 1% à 0,9%).

#### Evolution trimestrielle du PIB belge en prix constants

*(croissance à un trimestre d'intervalle, données corrigées des variations saisonnières et des effets calendaires)*



Après un premier semestre particulièrement faible marqué par un arrêt de la croissance du PIB, une reprise graduelle de l'économie belge devrait s'amorcer durant la seconde partie de l'année 2003. L'indicateur qui mesure la confiance des entrepreneurs semble avoir dépassé son niveau plancher depuis cet été tandis que la confiance des consommateurs se rétablit depuis le printemps dernier.

La reprise attendue (croissance du PIB de 0,2% et de 0,5% au cours des troisième et quatrième trimestres, après un repli de 0,1% au cours du deuxième trimestre) devrait permettre au taux de croissance annuel moyen du PIB à prix constants d'atteindre 0,9% en 2003. D'après les prévisions de consensus les plus récentes, le PIB de la zone euro ne devrait croître que de 0,5% cette année. Les prévisions de croissance plus élevée pour la Belgique s'expli-

quent, d'une part, par une situation de départ plus favorable (la Belgique a profité, au début de cette année, d'un effet de niveau positif de 0,6% contre 0,3% dans la zone euro), et d'autre part, par le fait que l'économie belge est en général plus performante que la moyenne de la zone euro durant les premiers trimestres d'une embellie conjoncturelle.

### **En 2003, l'économie belge est dynamisée par la demande intérieure**

Les exportations belges ont diminué en volume durant trois trimestres consécutifs à partir de la mi-2002, et les premières indications ne laissent pas présager d'amélioration notable pour le deuxième trimestre de cette année. Ce recul des exportations trouve son origine avant tout dans le fléchissement du taux de croissance du commerce mondial. De plus, le ralentissement observé dans la zone euro, qui représente près de deux tiers des débouchés extérieurs de la Belgique, a été plus marqué au cours de cette période que dans le reste du monde. Enfin, l'appréciation de l'euro, enregistrée à partir du mois de mars 2002, a pesé sur les exportations en détériorant la position concurrentielle des produits belges sur les marchés extérieurs à la zone euro.

La croissance positive du PIB belge, observée entre la mi-2002 et la mi-2003 en dépit du recul des exportations, repose sur la hausse sensible de la demande intérieure, et plus particulièrement, de la consommation privée et des investissements des entreprises. Le cycle conjoncturel que connaît actuellement la Belgique se démarque des cycles de 1996 et 1999 dans ce sens qu'une reprise de la demande intérieure intervient avant une hausse des exportations. Cette progression précoce de la demande intérieure s'explique par la hausse du pouvoir d'achat des ménages suite à la diminution de l'impôt des personnes physiques, ainsi que par le rétablissement de la rentabilité des entreprises grâce à la baisse du coût des importations (corollaire de l'appréciation de l'euro), et l'évolution très limitée du coût salarial unitaire nominal.

En fin de compte, la croissance du PIB en 2003 sera exclusivement soutenue par la demande intérieure (1,8%). Cette progression de la demande intérieure freine la baisse des importations (-0,1%), ce qui - parallèlement à un recul sensible des exportations (-1,1%) - débouche sur une contribution négative non négligeable des exportations nettes (-0,9%) à la croissance réelle du PIB.

### **Vers une croissance plus équilibrée en 2004**

A mesure que l'embellie conjoncturelle, qui se dessine déjà depuis quelque temps aux Etats-Unis et en Asie, se confirmera dans la zone euro, les marchés à l'exportation de la Belgique devraient rebondir en 2004 après trois années consécutives de quasi stagnation. En outre, les effets négatifs à court terme de l'appréciation passée de l'euro devraient s'estomper de sorte que les exportations belges enregistreraient, en 2004 (+4,8%), leur croissance la plus élevée depuis 2000. Cette croissance des exportations devrait être suffisante pour éviter une nouvelle contribution négative des exportations nettes à la croissance économique (contribution nulle en 2004 après -0,1% en 2002 et -0,9% en 2003).

En 2004, la demande intérieure devrait croître à un rythme identique à celui de cette année (1,8%). Les investissements devraient progresser plus rapidement (2,9% en 2004 contre 2,1% en 2003), mais la contribution de la consommation publique et des variations de stock à la croissance devrait se réduire. La croissance de la consommation privée dépassera à peine celle de 2003 (1,5% en 2004 contre 1,3% en 2003), et tout comme au cours des trois années précédentes, cette croissance devrait être freinée par l'augmentation du taux d'épargne des ménages. Ceux-ci tendent d'une part à reconstituer leur patrimoine et d'autre part se montrent prudents face à la montée du chômage. Ce n'est qu'à partir de la seconde moitié de 2004 que le taux d'épargne devrait commencer à diminuer, après que l'amélioration du marché de l'emploi se soit répercutée sur la confiance des ménages.

La croissance quasiment ininterrompue de l'emploi intérieur observée depuis la seconde moitié des années nonante a subitement pris fin au cours du dernier trimestre 2001. Depuis lors, l'emploi intérieur a diminué de près de 30 000 personnes. Ce n'est qu'à partir du quatrième trimestre 2003 que l'emploi devrait à nouveau progressivement augmenter. Après avoir reculé de 5 000 personnes en 2003, l'emploi devrait croître de 16 500 personnes en 2004. Cette année, le taux d'emploi (rapport entre la population active occupée et la population en âge de travailler) devrait diminuer pour la deuxième année consécutive - pour revenir à 61,5% contre 62,3% en 2001 - avant d'augmenter légèrement l'année prochaine (pour atteindre 61,6%). Après une remontée marquée en 2003, le taux de chômage devrait connaître, en moyenne annuelle, une nouvelle hausse - bien que plus limitée - en 2004.

L'inflation, mesurée par l'indice national des prix à la consommation, devrait atteindre 1,4% en 2004 contre 1,6% cette année. Cette légère diminution devrait se confirmer en dépit de la quasi-disparition de l'impact de l'abolition/réduction (selon la Région) de la redevance radiotélévision. La baisse attendue de l'inflation découle du recul de l'inflation sous-jacente (qui se situe toujours actuellement aux alentours de 2%). Ce recul s'explique par l'appréciation de l'euro et la progression modérée des coûts salariaux unitaires. En 2004, l'indice santé devrait progresser de 1,3% contre 1,4% cette année.

L'indice pivot pour la fonction publique a été dépassé en mai 2003. Par conséquent, les allocations sociales et les salaires dans la fonction publique ont été adaptés à concurrence de 2% à l'augmentation du coût de la vie, respectivement en juin et en juillet. Selon nos prévisions mensuelles de "l'indice santé", l'indice pivot (qui s'élève actuellement à 113,87) ne serait pas dépassé en 2004.

### Chiffres clés pour l'économie belge

*Variations en % en volume - sauf indications contraires*

	2001	2002	2003	2004
Dépenses de consommation finale des particuliers	0.8	0.4	1.3	1.5
Dépenses de consommation finale des pouvoirs publics	2.7	1.9	1.9	1.6
Formation brute de capital fixe	0.3	-2.5	2.1	2.9
Dépenses nationales totales	0.4	0.8	1.8	1.8
Exportations de biens et services	1.3	1.0	-1.1	4.8
Importations de biens et services	1.1	1.2	-0.1	5.0
Exportations nettes (contribution à la croissance)	0.2	-0.1	-0.9	0.0
Produit intérieur brut	0.6	0.7	0.9	1.8
Indice national des prix à la consommation	2.5	1.6	1.6	1.4
Indice santé	2.7	1.8	1.4	1.3
Revenu disponible réel des particuliers	1.7	1.3	1.7	1.9
Taux d'épargne des particuliers (en % du revenu disponible)	15.4	16.2	16.5	16.9
Emploi intérieur (variation annuelle moyenne, en milliers)	60.5	-12.4	-5.0	16.4
Taux de chômage (taux standardisé Eurostat, moyenne annuelle)	6.7	7.3	8.0	8.2
Solde des opérations courantes (balance des paiements, en % du PIB)	4.0	4.7	4.8	4.9
Taux de change de l'euro en dollar (nombre de dollars pour 100 euros)	89.5	94.1	111.3	111.1
Taux d'intérêt à court terme (tarif interbancaire, 3 mois) (%)	4.2	3.3	2.3	2.4
Taux d'intérêt à long terme (OLO, 10 ans) (%)	5.1	5.0	4.1	4.3